Le Conseil,

Vu le rapport du 16 octobre 1996, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Les sites fluviaux comptent parmi les éléments les plus marquants du paysage de l'agglomération. Le plan bleu préconise leur mise en valeur autant pour l'agrément des habitants que pour l'image et le rayonnement de la métropole.

Or, ces espaces font partie du domaine public fluvial dont le propriétaire, l'Etat, a confié la gestion à l'établissement public Voies navigables de France.

Cet établissement est donc devenu notre interlocuteur pour tout projet en site fluvial.

Après avoir constaté, l'existence de nombreux intérêts communs, l'idée d'une charte de partenariat, pour une meilleure efficacité des actions, s'est imposée de façon naturelle.

Cette charte pour la mise en valeur des sites fluviaux, dans la partie urbanisée de l'agglomération lyonnaise, s'articule autour des principes suivants :

- les bas-ports, hors concession, feront l'objet d'une convention de superposition de gestion au profit de la communauté urbaine de Lyon afin qu'elle puisse procéder à leur aménagement ;
- la remise en état des quais s'effectuera à frais communs pour les parties en superposition de gestion. Voies navigables de France mobilisera des crédits pour cette remise en état ainsi que pour celle des autres parties qui ne sont pas en superposition de gestion ;
- Voies navigables de France ne souhaitant pas une diminution de ses recettes domaniales, quel que soit le projet d'aménagement de la rive gauche du Rhône, la redevance perçue pour les parcs de stationnement sur les bas-ports sera maintenue à son montant actuel et indexée sur le taux d'inflation ;
- l'accueil et la gestion en dehors de la zone concédée des bateaux-logements ou d'animation hors concession seront assurés par Voies navigables de France après concertation avec la communauté urbaine de Lyon ;
- un projet urbain lié à l'eau sera engagé sur le site de l'ancien port Rambaud, conformément au plan de mandat ;

B - Propose d'approuver le projet de charte de partenariat avec l'établissement public Voies navigables de France et de l'autoriser à signer cette charte ;

Vu ledit projet de charte de partenariat avec l'établissement public Voies navigables de France ;

Oùï l'avis de sa commission urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

1° - Approuve le projet de charte de partenariat avec l'établissement public Voies navigables de France.

2° - Autorise monsieur le président à signer cette charte.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,